

Queer 7 Médias 12 Histoire 14 À lire 15

Transphobie :
quels constats,
quels moyens ?

Faire vivre
la mémoire
de *Rouge*

Une mémoire-
histoire de la
LMR-PSO Bienne

Houris, un prix
Goncourt qui fait
débat

Écologie 3 8-11

Édito

Un effroi qui masque la violence patriarcale ordinaire

Depuis le 2 septembre dernier, se déroule à la cour criminelle de Vaucluse à Avignon le dit « procès de Mazan », ou procès Pélicot. Ce procès, c'est celui de Dominique Pélicot, septuagénaire père et grand-père de famille, qui a soumis chimiquement son épouse pendant dix ans, l'a violée et a activement recruté sur un forum internet plusieurs dizaines d'hommes qui ont à leur tour, et pour certains d'entre eux à plusieurs reprises, violé Gisèle Pélicot inconsciente. 51 hommes, âgés de 26 à 74 ans, toutes origines sociales confondues, comparaissent ainsi pour viol aggravé. Le verdict final est attendu au plus tard pour le 20 décembre prochain.

Ces faits ont suscité de nombreuses réactions d'effroi en France et dans le monde. Celui-ci peut paraître compréhensible devant l'ampleur, numérique et temporelle, des viols subis par Gisèle Pélicot. Il traduit pourtant d'une forme de surdité qui demeure dans les sphères médiatiques, politiques, juridiques, et plus généralement dans l'opinion publique, vis-à-vis de la problématique des violences de genre en général, des violences sexuelles en particulier, et de leur caractère systémique. ➔

LE GOUVERNEMENT CAPITALISTE DES CATASTROPHES

Monde du travail

4

INDUSTRIE DU LUXE: LA COURSE CONTRE LA MONTRE

Comme le rappelait la philosophe Camille Froidevaux-Metterie dans une tribune sur *Mediapart* le 9 septembre dernier, rien dans cette affaire n'est exceptionnel, ni inédit.

En termes statistiques, rappelez que selon une enquête conduite en 2022, en France, chaque jour, 217 000 femmes âgées de 18 à 74 ans subissent un viol, une tentative de viol ou une agression sexuelle.

En Suisse, en 2024, 18 femmes ont été tuées en raison de leur genre.

Selon des chiffres de l'ONU publiés ce lundi 25 novembre, 85 000 femmes et jeunes filles ont été tuées de manière intentionnelle dans le monde ces 12 derniers mois, soit un meurtre toutes les 10 minutes.

Les théoriciennes et militantes féministes qui, depuis les années 1970, se mobilisent pour lutter contre ces violences répètent inlassablement que ces dernières sont le fait d'hommes de tous âges et de toutes origines sociales. Elles démontrent notamment que la cellule familiale nucléaire hétérosexuelle est un lieu privilégié d'appropriation et d'exploitation des corps des personnes subalternes – les compagnes et les enfants – par les dominants – les compagnons et bons pères de famille.

Face à cet aveuglement persistant, les militantes féministes n'ont cessé de se mobiliser et de travailler à la construction de fronts larges. Le samedi 23 novembre dernier, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont ainsi rassemblées dans différentes villes de France à l'appel des collectifs #NousToutes. En Suisse, une première manifestation nationale a été organisée le même jour à Berne. Elle a rassemblé plusieurs milliers de personnes et marque le début d'une campagne nationale de « 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre ». Lundi 25 novembre, des rassemblements se sont tenus dans différentes villes du pays.

Mais la mobilisation contre les violences de genre ne peut pas être le seul fait des mouvements féministes. Notre camp social et politique dans son ensemble a une place à prendre dans cette lutte. Pour cela, il est plus que jamais nécessaire d'accorder aux analyses et pratiques féministes une place centrale au sein même de nos organisations.

Noémie Rentsch

AGENDA

Genève

JE 5 DÉC.

LE FIL ROUGE
Projection du film *Pride*
18 h 30 Fonction cinéma

LU 9 DÉC.

RÉSISTER À LA PROPAGANDE DE GUERRE
Conférence d'Anne Morelli, conceptrice de l'exposition. Voir page 6
19 h Uni-Dufour, salle 25

9 → 18 DÉC.

RÉSISTER À LA PROPAGANDE DE GUERRE
Exposition. Voir page 6
Hall d'Uni-Dufour

Neuchâtel

DI 1^{er} DÉC.

CAFÉ JE TE CROIS
Avec Coline de Senarclens.
Évènement en mixité choisie.
16 h Bistrot du Concert, Neuchâtel
Org.: Collectif pour la Grève féministe

ME 4 DÉC.

APÉRO SPÉCIAL ÉLECTIONS CANTONALES
Apéritif spécial sur notre campagne!
18 h Hôtel des associations Neuchâtel
Org.: solidarités

JE 5 DÉC.

SE RECONSTRUIRE FACE À DES

GENÈVE

JE 19 DÉC.

ROUGE LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL

PROJECTION EN PRÉSENCE DE OIVIER BESANCENOT ET EDWY PLENEL
VOIR PAGES 12–13

19 H

LES SCALA (PRIX LIBRE)

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES
Atelier avec Misha Müller, directrice de RECAP-ME et Manuela Honegger, présidente des Femmes socialistes neuchâteloises.

19 h L'Interlope Case à chocs, Neuchâtel
Org.: Collectif pour la Grève féministe

VE 6 DÉC.

ARPENTAGE DU LIVRE DE GWENOLA RICORDEAU POUR ELLES TOUTES. FEMMES CONTRE LA PRISON
Il n'est pas nécessaire d'avoir le livre ou de l'avoir lu au préalable.

17 h 45 L'ABC, La Chaux-de-Fonds
Org.: solidarités

DI 8 DÉC.

PROJECTION DU FILM VIVANTE(S)
Film de Claire Lajeunie. Suivi d'une discussion autour d'un apéro convivial
11 h Cinéma ABC La Chaux-de-Fonds

Vaud

SA 30 NOV.

PORTUGAL: LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS, HISTOIRE D'UN SOULÈVEMENT POPULAIRE
Café politique avec Ugo Palheta, sociologue, auteur de *Découvrir la Révolution des Œillets (2024)*
19 h 30 Centre socioculturel de Bellevaux, Chemin d'Entre-Bois 6

MA 3 DÉC.

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE RUSSE EN UKRAINE
Conférence
20 h Maison du Peuple, Lausanne
Org.: Comité Ukraine Vaud

Impressum
Editeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lizar
Nadia Badoui
Clément Bindschadler
Antoine Dubiau
Guillaume Martthey

Carli Studer
Noémie Rentsch
José Sanchez
Thomas Vochetta
Rédacteur
Luna Allouix
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad

Zélie Stauffer
Manolo Vuarrier
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Valence, 29 octobre 2024 / DR

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
↳ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
ne.lhout@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

LE NÉGOCE DU DÉSASTRE

Selon un rapport, les cinq principaux négociants de carburants fossiles ayant leur siège en Suisse sont responsable de plus d'émissions de CO₂ que... le Brésil.

L'association Public Eye (PE) a passé au peigne fin les rapports sur le 'développement durable' produits en 2023 par les cinq principaux négociants de carburants fossiles ayant leur siège en Suisse. Les conclusions sont effarantes, ces grandes sociétés maintiennent magistralement la mise en scène et la désinformation.

Nous n'allons pas laisser le suspense s'établir plus longtemps. Les conclusions de l'étude de PE sont sans appel : « *Les résultats sont pour le moins choquants : les dommages climatiques causés par leurs matières premières étaient, en 2023, environ cent fois supérieurs à ceux de l'ensemble de la Suisse* ». Comment expliquer un tel effet ?

Les déclarations sur les investissements « verts » ou sur la « transition écologique » relèvent plutôt du domaine de la communication. Car la majorité des investissements sont encore dans le domaine des énergies fossiles. Le cas du né-

gociant de pétrole Vitol, dont le siège est à Genève, est significatif. En 2023, 83 % de ses investissements concernaient les énergies fossiles, le reste allant aux énergies renouvelables. Les priorités sont évidentes. Or, comme tous les groupes pétroliers, Vitol avait récolté des profits exceptionnels ces dernières années, bénéficiant de la montée des prix du pétrole. Ces super-profits ont continué à alimenter les extractions dans le domaine fossile.

Émissions de CO₂ passées sous silence

Dans leurs rapports, ces compagnies ne mentionnent que les émissions directes de gaz à effet de serre résultant de leur activité propre (installations, navires, etc). Passent ainsi sous silence celles de la consommation effective des carburants fossiles extraits et commercialisés (pétrole, charbon, gaz). Ces émissions indirectes

dépassent ainsi de quatre fois les valeurs publiées : 1176 millions de tonnes d'équivalent de CO₂ correspondent dans la réalité 4043 millions de tonnes. Par ce tour de magie, ces compagnies occultent complètement les effets dûs à la consommation des produits qu'elles ont extrait et mis sur le marché, conséquence directe sur le climat du négoce des matières fossiles. Car évidemment, le pétrole, le charbon ou le gaz extrait va être immanquablement consommé et consommé pour les transformer en énergie : « *En excluant de leurs rapports l'essentiel des émissions indirectes générées lors de la phase d'utilisation, les négociants en matières premières occultent la plus grande partie de leur empreinte climatique* ».

Les émissions de CO₂ calculées par PE des seuls cinq plus grands négociants suisses aboutissent à un résultat effrayant. Elles correspondent à 100 fois le volume émis

en une année en Suisse durant la même période. L'estimation pour la compagnie Vitol aboutit à un volume de CO₂ émis supérieur à celui du Brésil, classé au sixième rang des pays émetteurs.

Quel bilan climatique ?

Les données contenues dans les rapports de ces cinq compagnies présentent ainsi une image trompeuse et lacunaire. Cette manipulation se retrouve aussi dans un autre domaine tout aussi crucial, celui de l'amélioration des bilans climatiques de ces entreprises.

Celles-ci s'appuient, comme leur pays hôte, sur des mesures dites « de compensation » des émissions de CO₂ dont les statistiques sont aussi transparentes et claires que le pétrole brut. Ces mesures sont aussi injustes que controversées. C'est le cas par exemple de la captation et l'enfouissement du CO₂, planifié par Glencore en Australie.

Ces compagnies disposent pour le transport de leurs matières premières de grandes flottes de bateaux, grands émetteurs de CO₂. Leur assainissement est donc présenté comme une contribution climatique... Trafigura prévoit de changer les moteurs de six bateaux d'ici 2030, sur une flotte de 400 navires.

Des certificats trompeurs

Un autre mécanisme de compensation carbone utilisé est l'achat de certificats de CO₂ : « *Plutôt que de réduire ses propres émissions, le négociant achète ainsi systématiquement les effets de projets climatiques réalisés ailleurs, affirmant que cette démarche lui permet déjà d'être neutre en termes d'émissions directes* ».

Il est pourtant prouvé que le marché de certificats de CO₂ ne permet pas de réduire les émissions. Il permet surtout de continuer à justifier l'extraction des matières fossiles. « *Nous estimons que la plupart des objectifs et des mesures qu'ils présentent sont faibles ou très faibles, car ils manquent de transparence et sont peu adéquats* ».

Selon une étude de l'Université d'Amsterdam, sur les 26 plus grands projets de mesures compensatoires « *les projets forestiers ne peuvent garantir que 7 % des effets compensatoires qui leur sont imputés* ». Pour PE la conclusion est claire : « *Le fait que les entreprises misent sur une telle approche, tout en dépensant des milliards dans le développement continu des énergies fossiles, révèle le véritable message de leurs beaux rapports : après nous, le déluge* ».

José Sanchez
Citations et chiffres extraits de Public Eye -
Le magazine, n° 50, novembre 2024

Comme si contribuer massivement au dérèglement climatique ne suffisait pas... Rassemblement contre le soutien de Glencore au génocide perpétré par Israël en Palestine, Le Cap, 22 août 2024.



COURSE CONTRE LA MONTRE

Après des années fastes, l'industrie horlogère suisse constate des baisses de ventes en 2024. La pression s'accroît sur les employé·es déjà très mal loti·es.

L'industrie du luxe en Europe a vu ses ventes chuter en 2024. En Suisse cela se traduit par une réduction des exportations de l'industrie horlogère, qui trouvent majoritairement leur commercialisation sur le marché étasunien (principal débouché mondial pour les produits de luxe en général) et sur le marché asiatique. La baisse de la demande chinoise est la principale cause du recul des exportations.

Les patrons ont rapidement réagi par des demandes de réduction des horaires de travail (RHT), voire des licenciements, principalement dans le secteur de l'horlogerie.

La question de l'emploi nous préoccupe, car ces travailleuses de territoires à forte spécialisation n'ont pas vraiment le choix du type d'emploi, comme dans d'autres régions de l'arc jurassien. Leur avenir dépend d'une poignée de millionnaires, composée des patronnes et des consommatrices de l'industrie du luxe.

Héritage d'un monde archaïque, les produits de luxe, réservés à l'élite dirigeante des cours royales et impériales, ont été repris comme marqueurs de la richesse des nouvelles bourgeoisies. La nouvelle classe dominante a industrialisé la production d'objets de luxe. Symbole des capitalismes émergents du début du 21^e siècle, le marché du luxe a trouvé de nouveaux débouchés en suivant les processus d'accumulation du capital en Asie.

Mais cette croissance de l'industrie du luxe est une insulte aux populations pauvres, encore majoritaires sur la planète.

Nous sommes bien loin des revendications de l'USS, qui demande un salaire minimum de 4500 francs et de 5000 francs pour les employé·es qualifiés (ayant acquis un CFC).

Discriminations salariales

Dans ce secteur industriel, les femmes sont surreprésentées dans les catégories salariales inférieures (3500 – 4000 et 4000 – 4500 francs mensuels). L'inégalité des salaires moyens entre hommes et femmes (respectivement 5824 contre 4631 francs) est ainsi flagrante, avec une différence de 20 %, dépassant largement l'écart observé selon le lieu d'habitation (Suisse ou France), qui est de 399 francs.

Il n'est pas surprenant que selon 72 % des réponses du sondage, la ségrégation salariale est bien réelle.

Pour terminer ce tableau peu idyllique, 9 % de femmes ont été licenciées à leur retour du congé maternité, 39 % des sondées considèrent insuffisantes les mesures de santé et sécurité au travail, 45 % ressentent beaucoup de stress et 17 % sont proches du burn-out.

La plainte du patronat

Les exportations s'étaient envolées en 2022 et 2023, augmentant de 7,6 %, et atteindre 26,7 milliards de francs, avec une forte pression pour effectuer des heures supplémentaires. Durant cette période faste, les entreprises ont largement distribué des centaines de millions à leurs actionnaires, elles demandent aujourd'hui un soutien via les RHT.

Visiblement, le goût du risque de ces capitalistes s'est évanoui :

désormais, ils se présentent comme des victimes de la mondialisation et du franc fort. Et puis, en Suisse il est tellement facile pour les patronnes de solliciter l'assurance-chômage afin d'obtenir des indemnités.

Pour les employé·es de l'horlogerie, la situation se pose dans des termes différents, il ne s'agit pas de vivre des dividendes mais de disposer d'un salaire pour vivre.

Dès lors, dans une perspective durable et écosocialiste, nous devons nous interroger sur cette préoccupation du monde du travail : comment maintenir des emplois dans l'avenir, qui deviennent socialement utiles et acceptables, comment entamer une reconversion industrielle pour se détacher d'une industrie au fonctionnement cyclique et dépendante d'une accumulation capitaliste ? Quelles seraient les activités de reconversion, comment les financer, quelles formes de transition ? Ce serait aussi l'occasion aussi de donner davantage de sens au travail et à ses produits finaux (qu'ils soient matériels, services ou intellectuels) et à son dépérissement dans une société qui produit trop de marchandises pour des usages futiles.

Le stress des cadences, des horaires et de l'exploitation dans le travail est-il une fatalité ? Non, il faut plutôt y voir une conséquence d'un modèle économique et social que nous voulons voir disparaître, pour construire un avenir sans exploitation ni aliénation. L'industrie du luxe est incompatible avec la justice sociale.

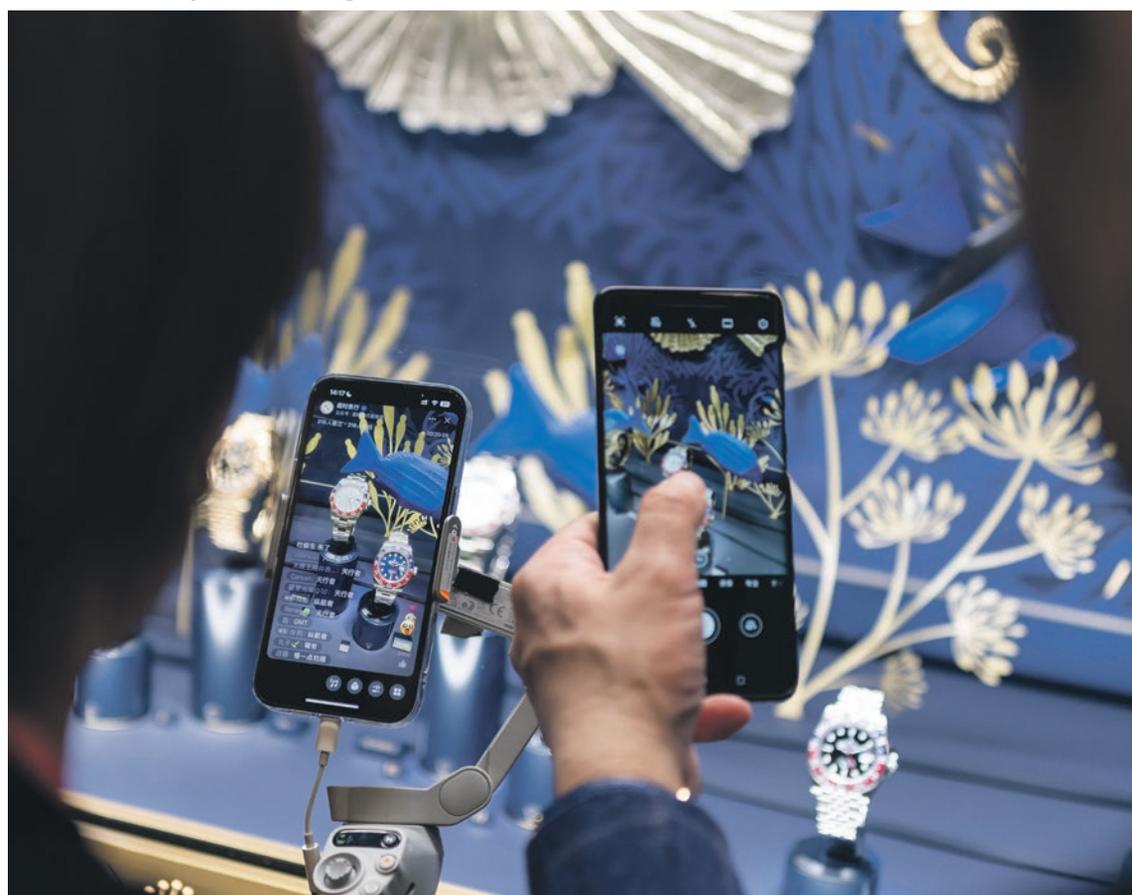
José Sanchez

Salaires faramineux ?

Sources de grands profits, ces industries du luxe ne sont pas synonymes de salaires faramineux pour leurs employé·es, ni de garanties pour les emplois.

Selon un sondage réalisé par UNIA fin 2019 dans la branche de l'horlogerie, représentatif selon ce syndicat (65 % des réponses venaient d'ouvrier·es dans la production), les salaires n'étaient pas mirobolants. Le salaire médian était d'environ 5000 francs par mois, plus de la moitié se trouvant en dessous. Pire, 12 % étaient inférieurs à 4000 francs par mois et concernaient dans l'écrasante majorité des salaires féminins (82 %) !

Les salons Watches & Wonders (Genève et Shanghai), créés par Rolex, Richemont et Patek Philippe, veulent « faire rayonner l'horlogerie dans le monde ».





Manifestation du personnel du secteur social, Lausanne, 26 novembre 2024

AU LOCLE ET À NEUCHÂTEL: ÇA LA FICHE MAL...

Le 24 novembre, les deux propositions de modification du droit du bail ont été refusées par une majorité des citoyen·nes. Excellente nouvelle.

Rappelons que, si nous avons pu voter sur ces deux objets, c'est grâce à des référendums lancés par l'Association suisse des locataires (ASLOCA). Or, en ville du Locle, la section neuchâteloise de l'ASLOCA s'est vu refuser la pose de ses affiches par le Conseil communal dans sa nouvelle composition: depuis les élections d'avril 2024, la majorité est passée entre les mains du Parti libéral-radical (PLR), qui s'est attribué le Dicastère des travaux publics. Contrairement à d'autres localités, les Travaux publics sont chargés de l'affichage officiel lors des votations et élections.

Suite à un premier refus, la section neuchâteloise de l'ASLOCA a signalé aux autorités locloises que l'ASLOCA était à l'origine du référendum. La pose de ses affiches était donc légitime. Mais le Conseil communal du Locle a persisté dans son refus.

En ville de Neuchâtel, où la gauche détient quatre mandats sur cinq à l'exécutif communal, les choses ne vont pas mieux, comme le montre un échange de correspondance entre la Grève du climat et le Conseil communal.

Dans une lettre ouverte, le collectif neuchâtelois de la Grève du Climat dénonce la disparition des supports d'affichage libre – repris par l'affichage socioculturel (quatre emplacements gérés par la ville). Trois solutions: payer, ne plus afficher, risquer l'affichage sauvage.

Dans l'un et l'autre cas, il ne faut pas laisser passer ces atteintes aux droits démocratiques. Il conviendra d'y donner une suite.

Hans-Peter Renk

LE SOCIAL PARAPUBLIC VAUDOIS EN LUTTE

Mardi 26 novembre, les travailleur·ses des institutions sociales parapubliques du canton de Vaud ont remis en musique une résolution aux conseiller·es d'État Borloz, Venizelos et Ruiz. Celle-ci demande à ce que le Conseil d'État accélère la revalorisation salariale et améliore les conditions de travail: réduction du temps de travail, formation, financement de mesures de santé au travail, revalorisation du travail de nuit, amélioration des classes salariales du personnel de l'intendance et de cuisine, entre autres.

Les mobilisations du secteur se sont succédées depuis celles liées à l'indexation en 2022. Le syndicat des services publics est en forte croissance, il est présent dans toutes les institutions. De nombreuses équipes font face à des situations de crise grave et ont organisé des assemblées générales. Malheureusement, le quotidien reste des salaires de misère – en moyenne 10 % inférieur entre social parapublic vaudois et les

autres cantons romands – et conditions de travail éreintantes. Les équipes sont sous pression, avec un turn-over, des arrêts maladie en cascade et un taux de vacance de 10 %. Comment assurer les missions? C'est bien pour que les personnes accompagnées, en situation de handicap ou non, mineur·e·s ou non, soient protégées que se mobilisent éducateur·rices, équipe de veille, MSP, thérapeutes, assistant·es sociales, etc.

La mobilisation paie!

Il y a un an, les syndicats ont organisé des assises, tandis que la presse et les médias se sont penchés sur les conditions de travail des professions du care, où le temps partiel est quasiment obligatoire. De nombreux articles ont montré le quotidien de travailleur·euses pauvres affrontant pourtant chaque jour des situations complexes, tentant de ne pas laisser tomber leur public, malgré le manque de moyens. En 2023, grâce aux mobilisations, le conseil d'État a débloqué 15 millions sur les 40 nécessaires afin de réduire l'écart de salaire.

Actuellement, le Conseil d'État exprime son mépris et refuse de négocier. Il a pour projet d'échelonner sur cinq ans – au-delà de sa propre législature! – la mise à niveau. De plus, il prévoit de laisser le champ libre au Grand Conseil, à majorité de droite, de voter ou non les budgets. Par ailleurs, l'exécutif vaudois n'a toujours pas répondu aux dix-neuf revendications concernant les conditions de travail issues des assises. Il est prêt à risquer la vie des personnes bénéficiaires. Les professionnel·les ont montré qu'ils n'accepteront pas que les politiques crachent sur leur secteur essentiel: «*de l'argent il y en a dans les caisses de l'État*», entendait-on. La santé du personnel est en péril, c'est tout le secteur qui est en feu!

Manon Zecca

POUR CELLEUX QUI ONT QUITTÉ LA TERRE, MAIS PAS LES ESPRITS

Depuis vingt-cinq ans, le Transgender Day of Remembrance (TDoR) a lieu le 20 novembre de chaque année en mémoire de Rita Hester, tuée le 28 novembre 1998 à Allston dans le Massachusetts, lors d'un crime de haine transphobe.



Hommage à notre camarade Marjo affiché lors du TDoR, Genève, 20 novembre 2024

Il y a quelques jours, le rassemblement annuel qui s'est déroulé à Genève pour cette journée du souvenir trans a réuni une centaine de personnes. Le Collectif Radical d'Action Queer, organisateur de l'évènement, a proposé des discours, des lectures de poésies, des chants et offert le micro à diverses associations et à des personnes souhaitant partager leur récit de vie.

Pour réchauffer les corps et les cœurs, des accolades, des bougies, du thé chaud, des sourires... Aussi des larmes, des banderoles, un rappel des noms, des photos et des petits mots pour rendre hommage à ceux qui ont quitté la terre mais pas les esprits.

Parce qu'il faut le rappeler, aujourd'hui on meurt encore d'être une personne trans et nous assistons à une augmentation des violences dans cette période d'offensive contre les droits fondamentaux.

Y a-t-il besoin de rappeler que désormais, dans certains états aux USA, des enseignant·es ont le droit de regarder dans la culotte de leurs élèves pour vérifier leur « genre » ? Il faut s'informer sur la réalité des parcours interminables et violents auxquels les personnes trans sont confrontées ici; les rejets dans la rue, les cabines d'essayages, jusqu'à la FIDE (Fédération interna-

tional d'échec à Lausanne) qui interdit aux femmes trans de concourir aux tournois...

Il y a des études, des ouvrages, tant d'informations et de témoignages pour cesser d'ignorer le sujet ou penser qu'il est secondaire. Je citerai ici deux sources qui m'ont apporté toutes les clés de compréhension, de réflexion et de décorticage qu'il me manquait en tant que féministe : *La fin des monstres* de Tal Madesta et le livre et la performance *Un temps sois peu* de Laurène Marx.

Le transféminisme m'est apparu comme une richesse incroyable, un des plus gros battements de cœur du féminisme.

C'est cette lutte-là, ensemble, que je veux mener contre le contrôle sur nos corps, nos vies, contre toute forme de domination.

Se dissocier de la réalité et des vécus trans, du droit à l'autodétermination, c'est se tourner le dos à soi-même, c'est renier notre histoire, c'est décider d'ignorer le noyau et le sens de notre lutte pour la libération, l'émancipation et l'égalité; en fait, c'est faire partie intégrante du système d'oppression.

Il est impératif et urgent de resserrer les luttes et les liens.

À toi Marjo et à toutes mes adèles partout.

Caroline Rosenberg

À voir Genève

UNE EXPOSITION CONTRE LA PROPAGANDE DE GUERRE

Du 9 au 18 décembre, le comité Halte à la guerre présentera, dans le hall d'Uni-Dufour, l'exposition *Résister à la propagande de guerre* produite par le War Heritage Institute de Bruxelles. La conceptrice de l'exposition donnera une conférence pour inaugurer l'évènement.

Face à la déferlante des guerres, au prix de la mort de milliers de jeunes soldats, de populations civiles bombardées et décimées, de millions de déplacé·es et de réfugié·es, de destructions matérielles, politiques, culturelles et morales irrémédiables, l'absurdité du recours aux armes éclate d'évidence. Pourtant les pays renforcent leurs armées, la menace du recours aux armes atomiques se banalise et les violences guerrières se poursuivent... Il serait temps de penser autrement ! Mais pourquoi cela paraît si difficile ?

En analysant les discours d'endoctrinement sur plus d'un siècle, l'historienne Anne Morelli a établi dix principes argumentatifs, unanimement utilisés. Elle en décrit les mécanismes et en démontre leur absurdité dans son petit livre *Principes élémentaires de propagande de*

guerre – utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède... publié en 2020 et maintes fois réédité, mis à jour et traduit depuis. Mieux encore, ces principes ont été conceptualisés pour produire une exposition qui montre les ressorts de la propagande utilisés depuis 1914 à nos jours.

Cet évènement est organisé par le comité « Halte à la guerre », un groupe de militant·es syndicalistes, féministes et antimilitaristes, pour beaucoup membres de solidaritéS, qui propose de créer un large débat démocratique visant à sortir de la logique de guerre.

L'exposition sera visible durant quelques jours, du 9 au 18 décembre dans le hall d'Uni-Dufour à Genève. En ouverture de l'exposition, Anne Morelli fera une conférence le lundi 9 décembre à 19 h, dans la salle U259 du même bâtiment.

Maryelle Budry

LUTTER CONTRE LA TRANSPHOBIE: QUELS CONSTATS, QUELS MOYENS?

Solidarités Vaud a organisé une table ronde qui a réuni plus d'une soixantaine de personnes. Les intervenant·exs étaient Sylla (Actions Queer VNR), Adèle Zufferey (Fondation Agnodice), Sophie Stadelmann (Unisanté) et Nils Kapferer (responsable de stratégie LGBTIQ+ de la ville de Lausanne). Compte-rendu.

Selon la dernière étude publiée par Unisanté en novembre 2024, les personnes de la diversité OASIEGCS (orientation affective et sexuelle, identité et expression de genre, caractéristiques sexuelles) forment plus de 23 % de la population vaudoise âgée de 18 ans, parmi lesquelles 3 % de personnes transgenres. Les attaques contre les personnes LGBTQIA+, dont la transphobie est actuellement la face la plus visible, ne ciblent donc pas une infime minorité (et même si c'était le cas, il serait nécessaire de lutter contre toutes les violences), mais près d'une personne sur quatre dans le canton.

Presque tous les indicateurs évalués par l'étude sur la victimisation et la délinquance chez les jeunes montrent que la situation des personnes de la diversité OASIEGCS est moins bonne que celle des autres. En effet, iels sont 56 % (vs 31 %) à décrire un sentiment d'insécurité globale. Iels ont également deux fois plus de risques de subir une agression sexuelle, 4 fois plus de se faire racketter et 2,6 fois plus de se faire harceler. De plus, iels sont 7,1 % à avoir fugué (vs 2,4 %) et ont entre 2 et 3 fois plus de risques de consommer des substances psychoactives. Concernant leur santé, 75,5 % décrivent de la dépressivité (vs 43,5 %) et 34,9 % déclarent avoir un état de santé moyen ou mauvais (vs 19,8 %).

La transphobie ambiante et ordinaire a des impacts dans toutes les sphères de la vie quotidienne, que ce soit au travail, à l'école, au sein de la famille, dans l'espace public, etc. Les violences psychologiques, les insultes, les remarques déplacées sont autant

d'exactions auxquelles sont obligatoirement confrontées à un moment ou un autre les personnes trans. Tout cela s'inscrit dans un contexte où la question de la mort (suicide et meurtre) est fortement présente et agit comme une épée de Damoclès qui plane au-dessus de toute personne qui remet en cause la dimension « naturelle » de l'ordre de genre.

Quel diagnostic pour quelle lutte?

La transphobie n'est donc pas un problème individuel: elle n'est pas le fruit de quelques personnes isolées et est largement diffuse dans toutes les sphères de la société. C'est une oppression systémique qu'il faut traiter en tant que telle.

L'ampleur des attaques actuelles est fortement liée à la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires qui l'accompagne. Il

s'agit de réaffirmer l'ordre « naturel » des choses, d'attaquer le droit à disposer librement de son corps et d'affirmer la famille nucléaire comme seul modèle d'existence valable.

Les organisations politiques doivent se saisir pleinement de la lutte contre la transphobie et proposer une perspective de rupture avec la société actuelle. Il est également nécessaire d'obtenir des avancées concrètes dans un avenir proche. Le besoin de formation du personnel des services publics a été soulevé, mais également la nécessité d'informer plus largement la population sur la transidentité.

Les pôles d'accueil des victimes de violences comme le PAV doivent être renforcés et il est nécessaire de mieux visibiliser leur existence et les possibilités d'y faire recours. Actuellement, dans le canton de Vaud, il n'existe pas de lieu pour accueil-

lir spécifiquement les jeunes LGBTQIA+ qui subissent des violences et qui souhaiteraient quitter leur famille.

Hadrien Buclin, député EàG au Grand Conseil vaudois, a récemment questionné le Conseil d'État sur la demande d'étudier la création d'une telle structure qui avait été acceptée en 2019, mais qui est toujours sans réponse!

De plus, il est nécessaire de développer l'accès aux soins et notamment à la santé psychique et somatique. En effet, de nombreuses personnes ayant besoin de tels soins s'en privent faute de pouvoir les payer. C'est un véritable enjeu de santé publique, car les personnes queer sont exposées à un stress minoritaire constant qui a des conséquences plus large sur leur santé globale.

La mise en place d'une politique contre les violences transphobes demande des moyens financiers et il est nécessaire que les organisations politiques se mobilisent, notamment lors des votes sur les budgets, pour obtenir ces financements.

La lutte contre la transphobie n'est pas uniquement une lutte pour les personnes trans (elle l'est évidemment), mais c'est aussi une résistance face à la montée de l'extrême droite, pour la protection des droits reproductifs, contre le démantèlement de nos services de santé, etc.

Les victoires dans ce domaine profitent à l'entière de la population et les défaites sont un danger pour touxtes. Il est nécessaire de créer des ponts avec d'autres luttes, de construire des fronts larges et unitaire comme ce fut le cas en France lors des mobilisations contre la réforme des retraites.

Jordan Gaignat



OVERSHOOT OU OVERDOSE?

L'anglais *overshoot* se traduit banalement par dépassement. Dans la politique environnementale, ce terme désigne le franchissement, censé être temporaire, des limites climatiques. En français toutefois, *overshoot* évoque irrésistiblement l'overdose et le shoot des toxicomanes. Et en effet, il y a bien quelque chose de toxique dans l'overshoot.

Géographe et spécialiste des énergies fossiles, Andreas Malm vient de publier, avec son collègue Wim Carton, également géographe, un ouvrage tout entier consacré à la thématique du dépassement. Pour l'heure disponible uniquement en anglais, il a pour titre *Overshoot: how the world surrendered to climate breakdown*, qui pourrait se traduire par « Le dépassement, ou comment le monde s'est soumis à la rupture climatique ».

Pour présenter la réflexion au cœur de cet ouvrage, commençons par la fin : dans le dernier chapitre, on apprend que le gouverneur de l'Alaska s'apprête à installer des refroidisseurs géants pour recongeler le pergélisol en été, de peur que les pipelines et les autres infrastructures pétrolières ne s'enfoncent dans le sol détrempé. Or la fonte du pergélisol est une conséquence de la combustion du pétrole...

En Allemagne, en 2022, la puissante entreprise RWE a démantelé un parc éolien pour faire de la place au développement d'une mine de lignite ; mais pendant la sécheresse estivale, le niveau des rivières est tombé si bas que les barges transportant le charbon vers les usines nouvellement ouvertes n'ont pas pu circuler...

Autrement dit, rien n'a véritablement changé depuis que Jacques Chirac s'exclamait « *Notre maison brûle et nous regardons*

ailleurs » lors du sommet de la Terre de 2002. Depuis, la maison n'a pas cessé de flamber et le capitalisme a continué de verser des barils d'huile sur le feu. Comme si une frénésie d'énergie fossile était menée jusqu'à l'absurde. D'où vient cette démesure ? Cette irrationalité profonde ?

Les limites, mais quelles limites ?

La question d'une limite à ne pas franchir est aussi vieille que les préoccupations sur le dérèglement climatique. Il y a d'abord eu le choix du critère à retenir : concentration du CO₂ dans l'atmosphère, montée des océans, température moyenne ? Ce fut finalement l'Accord de Paris (conclu lors de la COP 21 en 2015) qui retint, comme hypothèse haute, le chiffre de +1,5 °C (par rapport à l'ère préindustrielle), sur l'insistance des petits pays insulaires confrontés à l'élévation du niveau de la mer. C'est un chiffre politique plus que scientifique : rien alors n'indique qu'il y a là un seuil qualitatif. C'est simplement un jugement porté par ces pays qui estiment que la différence entre 1,5 °C et 2 °C est celle qui sépare leur survie de leur annihilation. Cette victoire du Sud global sur les objectifs se conjugue avec une défaite sur les engagements, l'Accord de Paris ne contenant rien de contraignant. Publié en 2018, un rapport spécial sur cette

norme de 1,5 °C lui fournit plusieurs arguments scientifiques et humanitaires, notamment le fait qu'elle permettrait d'épargner des vies humaines, puisque les vagues de chaleur seraient alors moins intenses.

Viendra alors le temps des modélisations, entre autres à la demande de l'Union européenne, soucieuse de savoir ce qui se passerait si la température s'élevait de +2 °C. Et avec les modélisations informatiques – véritable boule de cristal d'un capitalisme déconcerté – l'idée d'un dépassement prendra pied dans les modèles.

L'idéologie du dépassement

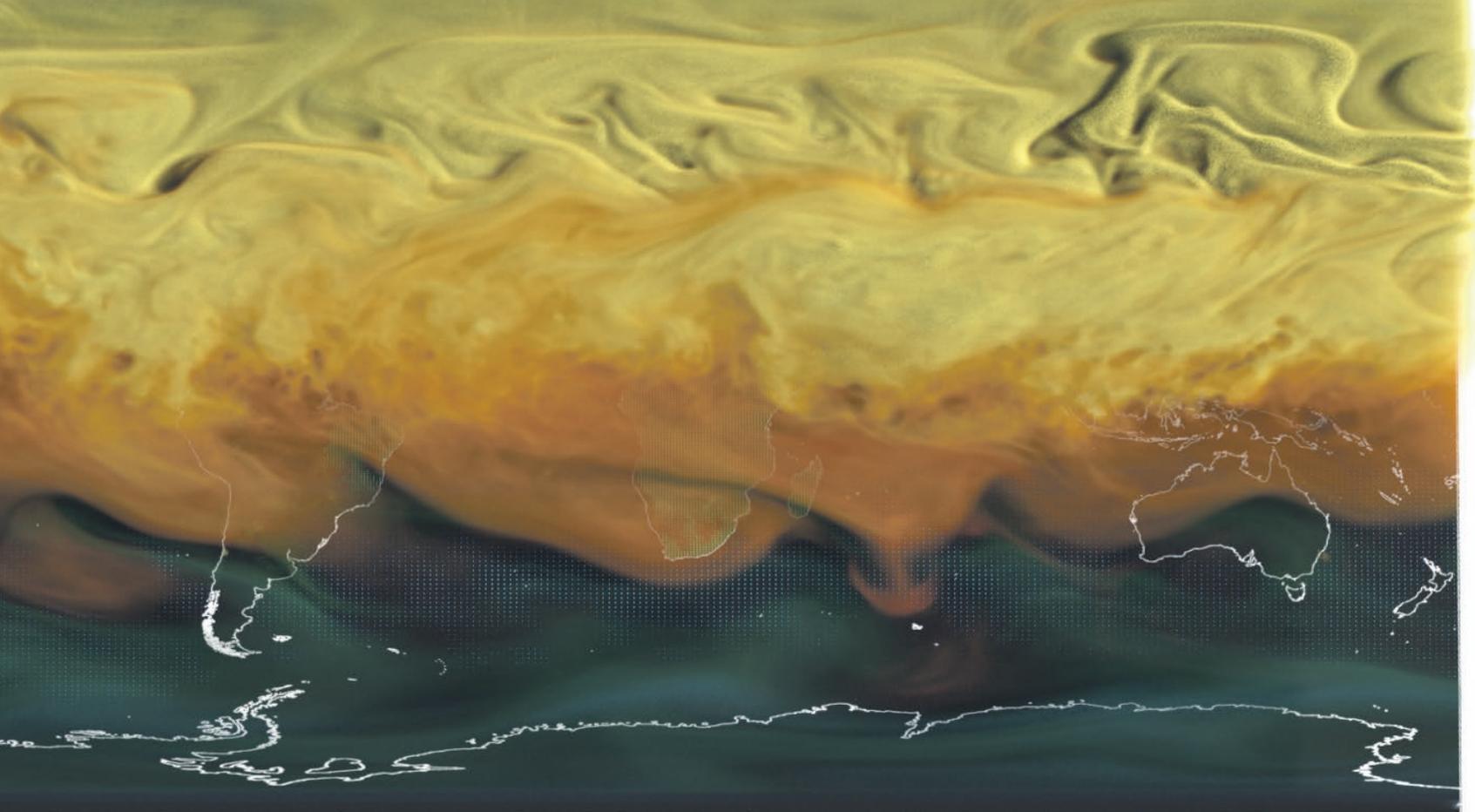
On sait que les modélisations du GIEC embarquent avec elles nombre de présupposés idéologiques sur les bienfaits de l'économie de marché qui en biaisent les conclusions et affaiblissent leurs prédictions. Elles reprennent aussi la baguette magique de la capture du carbone, qui permet le tour de passe-passe suivant : on peut se fixer des limites très basses, puisqu'il suffit de s'autoriser à les dépasser. Un peu comme si le respect du taux d'alcoolémie au volant pouvait être fluctuant : un jour, le conducteur conduit avec 0,5 ‰, le jour d'après avec 2,8 ‰, peu importe, l'essentiel est qu'il retrouve 0,5 ‰ le troisième jour. Cette conception repose sur une vision économique basée sur l'hypothèse d'une croissance constante

qui aurait pour effet de rendre moins coûteuse à la génération suivante la réparation des dégâts causés par ce dépassement. Car les prochaines générations seront plus riches que nous le sommes ! On ne sait qu'admirer la crétinerie ou le cynisme ouvert de ceux et celles qui défendent ce genre d'échafaudage branlant.

Le fait est que le dépassement fonctionne alors comme une sauvegarde du fonctionnement courant du capitalisme. Grâce à la technologie de la BCSC (bioénergie avec captage et stockage du carbone), cette annulation théorique de l'excès de gaz à effet de serre devient une anti-révolution. Le but : éviter toute évocation d'un nécessaire bouleversement de l'ensemble du système économique. Pour Malm et Carton, en effet, l'efficacité réelle de l'ensemble des procédés de capture du carbone est nulle. Il s'agit là d'une véritable chimère.

Pour conforter cette idéologie du dépassement, un personnage bien connu des altermondialistes, Pascal Lamy, ancien directeur (socialiste !) de l'Organisation mondiale du commerce, préside maintenant la très ronflante Commission mondiale sur la réduction des risques climatiques liés au dépassement. À elle de justifier ce que nos deux auteurs appellent le « paupéridisme » de la population du Sud global, la partie la plus démunie et la plus soumise aux effets du dérèglement climatique.

Émissions mondiales cumulées



de CO₂ durant les six premiers mois de l'année 2023. En beige, les émissions provoquées par la combustion des énergies fossiles.

Le capital fossile, pivot inamovible du capitalisme

Comment comprendre alors ce choix aveugle du recours constant aux énergies fossiles (aujourd'hui comme hier, elles représentent 82 % des énergies consommées dans le monde)? Il faut pour cela prendre en compte deux particularités du secteur des énergies fossiles. La première c'est que l'extraction du pétrole, de plus en plus complexe, immobilise beaucoup de capital fixe. Une plateforme pétrolière, c'est un voire plusieurs milliards d'investissements.

Les investisseurs veulent des garanties. Ces garanties, ce sont les réserves de gisement, qui figurent au bilan des compagnies pétrolières. L'entreprise norvégienne qui a découvert un nouveau champ de pétrole dans la Mer du Nord a vu, en deux décennies, sa valeur augmenter de 150 fois et ses actionnaires toucher de confortables dividendes de 28 % durant 20 ans. À cette rentabilité s'ajoute le fait que les intérêts agglomérés autour des énergies fossiles (banques, fonds d'investissement, négoce international, transport maritime, etc.) transforment ce secteur en un élément clé du capital commun de la classe bourgeoise. Autrement dit, l'arrêt soudain de l'exploitation des fossiles générerait des pertes substantielles (plus de 80 % pour la finance). Ce spectre s'appelle l'échouage des actifs.

Le respect de la limite de 1,5 °C entraînerait la disparition de 84 % de la valeur des réserves. Quelque chose entre 13 000 et 17 000 milliards de dollars, alors que la récession de 2008 avait réduit le PIB mondial de 3 000 milliards seulement. Mais, contrairement aux crises destructrices de valeurs usuelles dans le capitalisme, l'échouage des actifs – soit leur dévalorisation – résulterait non pas du jeu des contradictions économiques, mais bien d'une décision politique, à l'instar de l'abolition de l'esclavage ou des expropriations de la Révolution russe.

Les promoteurs du dépassement des limites des émissions de gaz à effet de serre exorcisent en permanence ce risque d'échouage des actifs. La promesse de la capture et du stockage du carbone fait partie de l'exorcisme et les modèles du GIEC confirment que le risque serait maîtrisable.

« Nous allons être guidés par la valeur »

Pourtant, les énergies renouvelables sont aujourd'hui moins chères que les fossiles. Comment donc expliquer que le capital ne fasse pas le pas des fossiles vers les renouvelables? Il faut pour cela revenir à la loi de la valeur de Marx : l'énergie de flux (le solaire, l'éolien) n'est pas le produit d'un travail, alors que l'énergie fossile l'est et n'existe qu'une fois transformée en marchandise. Dès lors, l'éner-

gie de flux est sans valeur. Ses supports (panneaux solaires, éoliennes, etc.) sont des marchandises, mais pas l'énergie elle-même. Donc les opportunités de profit sont faibles dans ce secteur, qui ferait plutôt naturellement partie des biens et services publics. Voilà qui explique le différentiel de rentabilité des deux énergies en 2020 : 30 % pour le pétrole et le gaz, 4 et 8,1 % pour le solaire et l'éolien en mer. Or, comme le disait un dirigeant d'une compagnie pétrolière expliquant l'abandon du renouvelable et la relance des fossiles par sa société, « nous allons être guidés par la valeur ». Le profit comme priorité absolue. Pas vraiment étonnant. Mais criminel dans ses effets.

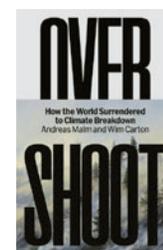
Induire la panique

Le capital fossile ne se rendra donc pas sans combattre jusqu'à la dernière goutte de pétrole. Mais comment imaginer le faire céder, alors que le temps presse? Malm et Carton avancent que, dans la situation actuelle, même les revendications minimales prennent des allures de revendications transitoires, évoquant un avenir sinon au-delà du capitalisme, du moins hors des énergies fossiles, entraînant une crise assez générale du système. Ils rappellent que si le dépassement – du capitalisme cette fois – apparaît aussi chimérique, c'est parce qu'au fond, la destruction de la biosphère a été acceptée comme l'incarnation du réalisme.

Pour mettre fin à la dépendance énergétique aux énergies fossiles, une guerre éclair est nécessaire sous la forme de sabotage de masse ou de nationalisation expropriatrice. La victoire, provisoire, autour du parc naturel Yasuni en Équateur, où mouvement de masse et référendum ont interdit l'exploitation d'un champ pétrolier montre la voie. Mais un raid du même genre, pour avoir l'impact souhaité et induire la panique à Wall Street, devrait se dérouler dans un des grands États pétroliers et non à la périphérie.

Voilà à très grands traits quelques éléments essentiels de l'étude de Malm et Carton, stimulante et peu avare d'exemples et de formules assassines, ne lésinant pas sur les notes et les références. Malgré son optimisme technologique marqué concernant les ressources naturelles nécessaires à la production des renouvelables, il faut espérer que cette contribution trouvera rapidement un éditeur français.

Daniel Süri



Wim Carton et Andreas Malm, *Overshoot: How the World Surrendered to Climate Breakdown*, Verso Books, 2024 (en anglais)

LA PRODUCTION POLITIQUE DE LA VULNÉRABILITÉ

Les inondations meurtrières se multiplient à travers le monde. De telles catastrophes climatiques ne sont pas naturelles, mais bien politiques. La forme actuelle de la coopération climatique internationale est incapable de prendre en charge le problème.

Des dizaines de milliers de manifestant·es ont défilé à Valence pour exiger la démission du gouvernement de la Généralité valencienne Carlos Mazón (PP, droite), 9 novembre 2024

Les 28 et le 29 octobre derniers, des précipitations exceptionnelles se sont abattues sur la région de Valence en Espagne. Celles-ci ont provoqué d'importantes inondations qui ont causé la mort d'au moins 210 personnes. D'Est en Ouest, le continent africain a été lourdement touché par les catastrophes climatiques cette année. Depuis le mois d'avril, le Soudan du Sud subit les pires inondations que le pays a connu depuis plusieurs décennies. Suite à plusieurs épisodes pluvieux particulièrement intenses, le débordement des nombreux cours d'eau qui quadrillent son territoire a touché près d'1,4 millions de personnes – près de 379 000 d'entre elles ont été déplacées. La montée des eaux favorise la diffusion du choléra et du paludisme – dont l'OMS a signalé une recrudescence dans la région ces derniers mois. Au Sénégal, d'importantes pluies ont entraîné le débordement du fleuve éponyme. Ces crues ont conduit au déplacement de plus de 56 000 personnes, majoritairement dans l'est du pays. Là encore, leurs effets sont sanitaires : les eaux stagnantes ont recouvert aussi bien les sources d'eau douce que les décharges à ciel ouvert, faisant craindre de nombreuses contaminations. En 2024, le Tchad, le Mali, le Nigeria et le Burkina Faso font également partie des pays touchés par des inondations faisant suite à des précipitations particulièrement importantes.

Tous les continents sont touchés. Inondations fin avril au

Brésil, tempêtes fin octobre aux Philippines, ouragans aux États-Unis, laves torrentielles en Suisse... la liste s'allonge d'année en année, avec son cortège de mort·es et de déplacé·es.

Selon une pondération eurocentrique de la gravité de ces inondations, c'est la situation valencienne qui fut la plus commentée dans l'actualité médiatique ouest-européenne. Celle-ci fut essentiellement décrite comme une « catastrophe naturelle », laissant ainsi penser que rien n'aurait pu être fait pour l'éviter. Dans le meilleur des cas, le rôle du réchauffement climatique dans l'intensification de tels événements météorologiques fut mis en avant pour expliquer que ceux-ci ne sont pas tombés du ciel.

Malgré son caractère nécessaire, le rappel de leur source anthropique ne suffit pas pour expliquer politiquement la multiplication des désastres – en Europe comme ailleurs dans le monde. La construction sur le temps long de la vulnérabilité sociale face aux aléas climatiques comme les formes capitalistes et racialisées de gouvernement des catastrophes en sont les autres facteurs.

Production politique de la vulnérabilité

Chaque catastrophe est une combinaison d'un aléa et d'une vulnérabilité des territoires ou groupes sociaux sur lesquels celui-ci s'abat. Autrement dit, pluies diluviennes, tempêtes ou tremblements de terre

ne deviennent des catastrophes qu'à partir du moment où des populations humaines se trouvent impactées – si les mêmes aléas se produisaient au milieu de parfaits déserts, on n'emploierait pas ce terme. Ainsi, aucune catastrophe n'est « naturelle » dans la mesure où ses effets sociaux trouvent des explications politiques. Les formes de l'aménagement du territoire sont particulièrement en jeu, car elles déterminent la répartition socio-spatiale de la vulnérabilité face aux catastrophes.

La situation à Valence apparaît comme un exemple paradigmatique de cette production politique de la vulnérabilité. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agglomération valencienne s'est considérablement agrandie sur le plan spatial. Sous la dictature franquiste (1939–1977), cette extension s'explique avant tout par un fort accroissement de sa population. À partir de 1978, c'est un modèle libéral d'urbanisme qui s'impose : l'urbanisation répond alors avant tout aux exigences du capital, s'étendant ainsi spatialement sans entraves. Habitations, infrastructures de transport ou de communication, zones d'activités se sont ainsi déployées sans véritable planification et sans conscience de l'accroissement du risque d'inondation qui en découlait. Un tel étalement urbain repose en effet sur une vaste artificialisation des sols, qui étaient jusque-là de vastes zones agricoles et de rizières, rendant ceux-ci moins perméables aux précipita-

tions. L'eau tombée ne peut désormais plus être aussi bien absorbée. Les pluies qui se sont abattues sur Valence et sa région fin octobre étaient certes plus fortes que celles qui caractérisent habituellement l'épisode méditerranéen (récurrent à cette période de l'année), mais c'est avant tout l'aménagement anarchique du territoire qui a largement accru la vulnérabilité.

Racialisation du gouvernement capitaliste des catastrophes

Insister sur la dimension « naturelle » d'une catastrophe permet de passer sous silence la responsabilité gouvernementale de la mauvaise gestion de la crise humanitaire qu'elle engendre. Cette réalité est abondamment documentée depuis l'ouragan Katrina en 2005 aux États-Unis : au-delà d'une impréparation manifeste et récurrente, les formes contemporaines de gouvernement des catastrophes sont sous perfusion d'un capitalisme du désastre complètement racialisé. À l'échelle locale, l'exemple des inondations dans la région de Valence l'illustre parfaitement à nouveau : les livreurs à vélo, parmi lesquels les racisés sont très largement surreprésentés par rapport au reste de la population, ont notamment été forcés par plusieurs multinationales qui les exploitent – Uber, Glovo et Mercadona – de continuer à travailler sous les pluies diluviennes. Aucun appel à l'arrêt des activités économiques n'a été formulé



par le gouvernement valencien (Parti populaire, droite), manifestement incapable de gérer la situation. Une fois que l'eau s'est retirée, celui-ci a laissé les populations les plus défavorisées se débrouiller pour gérer les dégâts, sans leur envoyer de secours alors qu'elles étaient les principales victimes de la catastrophe.

La racialisation du capitalisme du désastre s'observe de manière encore plus évidente à l'échelle globale. Alors que le monde occidental en reste le principal contributeur historique, les effets du réchauffement climatique pèsent avant tout sur les pays du Sud global. À la fois économique et écologique, cette asymétrie trouve sa source dans l'histoire coloniale. Même lointaine, les conséquences de celle-ci induisent une incapacité étatique, entretenue par des raisons internes (corruption, détournements des fonds publics, incompétences provoquées par le clientélisme, distance sociale d'une caste de haut-fonctionnaires). Par conséquent, ces Etats sont peu préparés à gérer, sans entrave occidentale intéressée, les catastrophes qui s'abattent sur leurs territoires.

Au Sénégal, la réaction étatique fut à la fois tardive et insuffisante : les victimes n'ont pu compter que sur la solidarité auto-organisée de la population. Depuis la fin en 2018 de la guerre civile issue de l'histoire coloniale, le Soudan du Sud reste miné par d'importantes luttes de pouvoir et un manque de moyens qui

limitent sa possibilité de réagir face au désastre. Les infrastructures de transport, pourtant récentes, se sont trouvées submergées, donc impraticables pour organiser la réponse humanitaire au désastre sanitaire et alimentaire en cours – avant même les inondations qui ont détruit de nombreuses cultures, plus de 7 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire dans le pays. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, ce sont des groupes armés qui pallient les carences étatiques face aux catastrophes climatiques. En organisant la vie locale en temps de crise ils consolident leur enracinement social. Sous diverses formes, la défense néocoloniale des intérêts économiques occidentaux en Afrique aggrave ainsi la situation climatique tout en entravant les possibilités locales d'y réagir correctement.

Adaptation contre atténuation ?

Achevées il y a quelques jours, les négociations de la COP29 à Bakou en Azerbaïdjan se sont soldées par un échec. Celui-ci était prévisible, tant la coopération climatique internationale s'est transformée en un spectacle diplomatique dominé par le Nord et les lobbys pétroliers, n'ouvrant sur aucune décision contraignante à l'encontre des principaux pays émetteurs. À Bakou, l'accord final prévoit 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035 pour les pays les plus vulnérables – un

montant dérisoire compte-tenu de l'ampleur des adaptations qui seront nécessaires.

Les politiques climatiques se répartissent classiquement en deux catégories : l'atténuation vise à réduire la contribution anthropique au réchauffement global par la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; l'adaptation, l'enjeu de la COP29, cherche à réduire la vulnérabilité des sociétés face aux évolutions du climat, aussi bien sur le temps long que sur le temps ponctuel des catastrophes.

Aujourd'hui, ces deux types de politiques climatiques sont mises en concurrence. Alors que la coopération climatique internationale visait d'abord l'atténuation du réchauffement lors des premières COP, c'est désormais l'adaptation qui occupe le devant de la scène. L'arnaque est totale : si des financements peuvent certes venir des hautes sphères, adapter les territoires aux effets du réchauffement ne peut pas prendre la forme d'une politique globale mais seulement d'une mosaïque de politiques locales attentives aux spécificités territoriales. Faire passer l'adaptation avant l'atténuation revient ainsi à rejeter la patate chaude de l'arène internationale vers les strates de pouvoir inférieures.

Pour le capital, l'adaptation présente également l'avantage de ne pas mettre en cause la contribution au ravage climatique du mode de production dopé aux énergies fossiles, ni l'externalisa-

tion des effets du réchauffement vers le Sud global. Pour le monde occidental, cette priorité accordée à l'adaptation présente également des avantages, car celui-ci reste la région du globe la moins durement touchée par la hausse des températures et l'intensification des aléas climatiques, grâce à des infrastructures plus résilientes. En effet, ce sont principalement les pays africains et sud-est-asiatiques pour lesquels la question de l'adaptation se pose (et se posera) le plus crucialement. Pour nombre de petits États insulaires, la priorisation de l'adaptation ne fait en revanche aucun sens : leurs territoires vont disparaître sous les eaux dans les prochaines décennies, ils n'auront bientôt plus rien ni personne à adapter.

C'est faire fausse route que de miser sur l'adaptation contre l'atténuation. Ces deux formes de politiques climatiques ne peuvent qu'être complémentaires si l'objectif réside bien dans le maintien d'un monde vivable pour toutes et tous : sans réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement global se poursuivra de manière dramatique, rendant toujours plus difficile l'adaptation globale des sociétés humaines à la nouvelle réalité climatique. Seule une profonde rupture politique mettra fin à l'organisation capitaliste de la concurrence entre les différentes formes de politiques climatiques à toutes les échelles.

Antoine Dubiau

FAIRE VIVRE LA MÉMOIRE DE ROUGE

Le jeudi 19 décembre prochain, Edwy Plenel et Olivier Besancenot seront présents à Genève à l'occasion de la projection du documentaire *Rouge, la couleur qui annonce le journal*. Organisée par solidaritéS, cette soirée permettra de revenir sur l'histoire du journal de la Ligue Communiste Révolutionnaire française, où le fondateur de *Mediapart* a notamment débuté son activité journalistique.

Publié de manière hebdomadaire de 1968 à 2009, le journal *Rouge* était la principale publication de la Ligue Communiste (LC) puis de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Après une première tentative en 1974 lors de la campagne présidentielle française, *Rouge* parut de manière quotidienne entre 1976 et 1979, grâce à son imprimerie Rotographie installée à Montreuil. Après un intense travail de formation aux différents métiers de la presse écrite et l'achat d'une rotative, *Rouge* a imprimé 852 numéros en trois ans, accompagnant les luttes sociales, écologistes, féministes et homosexuelles dans une France marquée par la crise économique et l'austérité.

Lorsque *Rouge* n° 1 est paru, à l'automne 1968, affichant fièrement à la « une » la faucille et le marteau stylisés qui allaient devenir le logo de la Ligue communiste pendant de longues années, nul d'entre nous n'imaginait s'embarquer pour une aventure de presse qui célébrera cette année son 35^e anniversaire.

Enfant de Mai

En juin 1968, la Jeunesse communiste révolutionnaire et le Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale, qui publie *La Vérité*) avaient été mis hors la loi. Alain Krivine, Pierre Rousset, Isaac Johsua et une dizaine de camarades étaient hébergés à la Santé ou à la petite Roquette. L'été fut donc consacré à se réorganiser, à préparer la rentrée sociale et universitaire, à initier la discussion en vue de fonder une nouvelle organisation unifiée. Dans cette transition, un journal était une priorité absolue. Nous connaissions notre Lé-

nine par cœur : « un journal pour toute la Russie », un « organisateur collectif ». Comme le rappelle Olivier Rollin dans son *Tigre en papier*, il n'y avait à l'époque ni téléphones mobiles, ni ordinateurs portables, ni Internet, ni téléconférences.

Le journal restait donc le principal outil de communication et de centralisation pour renouer les liens distendus et rompus durant la tourmente de la grève générale. L'à-valoir sur les droits d'auteurs que nous a versé François Maspero pour Mai 68, répétition générale fut illico investi dans le journal. Quant au titre, il fut décidé sans grande difficulté, sur les conseils de Jean Chalit, de renoncer aux substantifs habituels (L'Étincelle, La Forge, La Lutte ceci, Combat cela, etc.) et de prendre pour nom l'adjectif qui annonce la couleur. Ce serait donc *Rouge*, en toute simplicité !

Jusqu'au congrès (clandestin) constitutif de la Ligue communiste comme section française de la IV^e Internationale, en avril 1969, *Rouge* fut bien cet organisateur collectif.

Malgré un contenu riche et engagé, incluant des pages internationales et culturelles, le quotidien a rapidement affronté des difficultés financières, menant à son retour au format hebdomadaire. Le film, enrichi d'archives et de témoignages de celles et ceux qui ont fait *Rouge* durant ces trois années de publication quotidienne, explore les enjeux politiques, sociaux et économiques de cette transformation et les expériences des différents acteurs de cette aventure militante.

Extraits d'un article de Daniel Bensaïd, publié dans le numéro 2000 du journal et entretien avec un co-réalisateur du documentaire.

Autour de lui, se sont créés des cercles de lecteurs et de diffuseurs. Dans des villes où nous n'avions aucun contact, des noyaux se formaient à partir du journal.

Comme nous étions, du point de vue légal, dans une situation incertaine, le journal servit aussi d'interface entre une structure publique (les « cercles pile ») et une structure invisible (les « cercles face »), dont seuls les membres participèrent à la préparation du congrès. Initialement bimensuel, le journal devint hebdo pour soutenir la campagne d'Alain Krivine à l'occasion de la présidentielle de mai 1969.

Lorsqu'en 1973, la Ligue communiste fut à nouveau dissoute par le gouvernement, après la manifestation antifasciste du 21 juin, le journal joua à nouveau son rôle d'organisateur collectif. Pas une semaine, *Rouge* n'a cessé de paraître. Il a permis de préparer la grande manifestation de soutien aux grévistes de Lip en 1973, puis la campagne présidentielle de 1974, à travers la laquelle la Ligue, deve-

nant Ligue communiste révolutionnaire (de là vient cette insolite redondance), reconquit sa légalité.

Au service des luttes

La dictature était tombée au Portugal en 1974. Elle chancelait en Espagne. La démocratie chrétienne s'essouffait en Italie. Les chances de victoire électorale de l'Union de la gauche se précisaient pour 1978. Le projet était enthousiasmant. Il mobilisa les énergies pendant presque trois ans. Puis, il fallut se résoudre à arrêter avant de s'enfoncer dans une débâcle financière.

Un quotidien est une arme précieuse, mais à double tranchant. Pendant des grèves ou des mobilisations, c'est un formidable instrument d'information et d'organisation. C'est aussi une loupe grossissante posée sur les faiblesses et les erreurs commises. Le quotidien absorba une grande part des forces de directions au détriment d'une cohésion collective au moment crucial de la crise de l'Union de la gauche.

En un temps où il semble de bon ton de dénigrer 68 et d'en refouler la portée sociale, *Rouge* incarne au contraire une continuité et une fidélité dont il n'a pas à... rougir ! 2000 numéros, trente-cinq ans au service des opprimés et des exploités : pour qui la feuillette, la collection du journal constitue déjà une chronique des luttes, des résistances, des espérances de toute une époque, et un document précieux sur le dernier tiers du 20^e siècle.

1968 fut l'année de l'offensive indochinoise, de la grève générale en France, mais aussi du « prin-



Des anciens collaborateurs du journal dans



le documentaire *Rouge, la couleur qui annonce le journal*

À PROPOS DE ROUGE, LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL

Entretien avec Nico Dix, co-réalisateur du documentaire.

En quoi *Rouge* était-il un journal particulier par rapport aux journaux d'autres organisations politiques de gauche ?

La volonté politique derrière *Rouge*, c'était d'être à la fois le journal de l'organisation qui le publiait, mais en même temps d'être un journal très ouvert. Sa spécificité réside donc dans cette porte ouverte à toutes les organisations et toutes les différentes sensibilités de gauche, afin de pouvoir établir un dialogue entre elles. Surtout, cette ouverture de la ligne a également permis d'imprimer de nouvelles idées sur la ligne politique de la Ligue elle-même.

Ce qui a fait la particularité de *Rouge*, ce sont aussi les sujets qui étaient abordés. Du fait de ses liens avec la IV^e Internationale, le journal était très porté sur les questions internationales – ce qui le distinguait dans le paysage de la presse politique.

Quand on parcourt les anciens numéros de *Rouge* aujourd'hui, on constate effectivement que l'internationalisme était très, très présent : il est régulièrement question de la situation du Sahara occidental, de la Palestine, du Liban, évidemment de l'Amérique du Sud aussi, de l'Espagne, etc. Le journal était également très ouvert d'un point de vue thématique : celui-ci ne couvrait pas seulement les luttes ouvrières, mais il accordait une grande place aux luttes dites « sociales » aujourd'hui, dont les luttes dites « homosexuelles » à l'époque, la lutte féministe, les luttes écologistes, etc.

Quelques années plus tard, les camarades femmes de la LCR ont créé les *Cahiers du féminisme*, une publication mensuelle [parue de 1977 à 1998, nldr] dédiée à la lutte féministe [en défendant son autonomie par rapport à la lutte communiste, notamment pour « modifier le rapport de forces interne à la LCR en faveur du féminisme », nldr]. La spécificité de *Rouge*, c'était de faire dialoguer les luttes ouvrières avec toutes ces autres luttes qui n'étaient pas forcément considérées à leur juste valeur à gauche. Cela permis ainsi à la LCR de s'inscrire dans ces mobilisations, à y prendre part, contrairement à d'autres organisations.

Diffusé depuis cette année, le documentaire réalisé par le NPA sur le journal se focalise sur la période 1976-1979 : qu'avait-elle de particulier ?

Politiquement, c'était effectivement une période charnière, très importante dans l'histoire de la gauche en France. On est presque dix ans après mai 68, une période qui fut évidemment très importante pour toutes les camarades de cette génération. Iels avaient touché du bout des doigts la possibilité de faire la révolution, c'est une expérience militante singulière qui a nourri leur engagement dans les années qui ont suivi.

Quand *Rouge* devient un quotidien, c'est la queue de comète de cette émulation de mai 68, qui est vraiment sur la fin. On est juste avant l'union de la gauche, déjà en discussion à la fin des années 70, qui a donc permis l'élection de Mitterrand en 1981. La période incroyable de la publication quotidienne de *Rouge* se déroule donc dans cet entre-deux vraiment particulier : entre l'émulation révolutionnaire très militante de mai 68 et la victoire de la gauche réformatrice. Ces trois années de publication sont vraiment inspirantes.

D'un point de vue militant, c'est une histoire et une expérience qui fascinent, c'est un peu un modèle pour aujourd'hui.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

temps de Prague » et de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Dès sa naissance, le ton était donné, celui d'un journal irréductiblement internationaliste : anticapitaliste, anti-impérialiste, antibureaucratique et antistalinien.

Sur tous les fronts

Son engagement anti-impérialiste s'est manifesté par le soutien aux luttes de libération indochinoise jusqu'à la victoire de 1975, aux luttes de libération des colonies portugaises, aux luttes populaires en Amérique latine (et à l'importance accordée dès 1979 à la fondation du Parti des travailleurs du Brésil), aux mouvements anticolonialistes dans les Antilles françaises, à la révolution en Amérique centrale après l'insurrection nicaraguayenne victorieuse de 1979... Il s'est aussi traduit par une opposition aux interventions militaires impérialistes tout au long des années 1980 et 1990 (les Malouines, Grenade, Panama, la première guerre du Golfe, la Somalie, les Balkans, l'Afghanistan), jusqu'à la guerre « sans limites » annoncée par George W. Bush après le 11 Septembre.

Son engagement antibureaucratique s'est exprimé dans le soutien aux dissidents soviétiques emprisonnés, aux luttes sociales en Pologne (notamment à la naissance de Solidarnosc) et aux mobilisations contre le coup d'État de Jaruzelski (en décembre 1981), aux protestations contre la répression bureaucratique en Chine, aux manifestations de l'automne 1989 en Allemagne orientale qui ont conduit à la chute du Mur de Berlin.

Face aux gouvernements de gauche, *Rouge* a maintenu, dès la première victoire de Mitterrand en 1981, une position critique, puis une opposition résolue aux renoncements et aux politiques néolibérales. Il s'est mis au service des mouvements sociaux de l'hiver 1995, et s'est opposé aux privatisations et aux mesures antisociales du gouvernement Jospin. Il s'est aussi opposé à l'Europe de Maastricht, d'Amsterdam, de Dublin, au nom d'une autre Europe, sociale, démocratique, ouverte. Engagé dans la préparation des marches nationale (1994) et européenne (1997) des chômeurs, il est bien sûr aux côtés des manifestants de Seattle, de Gênes, de Florence, de Porto Alegre, contre la mondialisation capitaliste et le militarisme impérial.

Dans cette déjà longue histoire, tout n'est pas rouge. Il y a eu bien sûr des ratés, des retards, des erreurs. Celle sur l'Afghanistan en 1980, où, après hésitation – tout en critiquant l'occupation bureaucratique – nous avons refusé une campagne pour le retrait des troupes soviétiques de crainte de faire le jeu de l'impérialisme, est un amer souvenir. Ce dérapage, au seuil des sinistres années 1980, était révélateur d'un trouble plus profond et de la difficulté à prendre la mesure des changements intervenus dans la situation mondiale.

Au fil des années 1990, avec la remontée des résistances sociales et des mobilisations internationales contre la mondialisation capitaliste, le journal, comme la Ligue, a logiquement retrouvé ses couleurs.

Daniel Bensaïd
« Rouge, hebdomadaire de la LCR, à 35 ans »,
Rouge, n° 2000, 16 janvier 2003 (extraits)

UNE MÉMOIRE-HISTOIRE DE LA LMR-PSO BIENNE 1972-1989

Un site internet dédié à la mémoire d'un ancêtre biennois de notre organisation actuelle, solidaritéS, vient de voir le jour. Entretiens, témoignages, photos, affiches, brochures, coupures de presse, mais aussi fiches de la police politique! Un travail de mémoire historique pour enrichir les luttes actuelles: le passé n'est pas un musée, c'est une ressource pour aujourd'hui et pour demain. Présentation et entretien avec un protagoniste.

La Bienne d'il y a 50 ans, c'est presque un autre monde : une ville industrielle horlogère qui fait face à une importante crise économique et sociale ; la Guerre Froide et avec elle anti-communisme, militarisme et nationalisme, fichage et répression politique ; une xénophobie forte qui accompagne l'exploitation des travailleur·euses immigré·es qui n'ont pas le droit de faire venir leur famille, n'ont aucun droit politique et sont logé·es dans ces cités ouvrières insalubres ; le droit de vote des femmes est tout juste conquis, mais elles sont encore en majorité « femmes au foyer », n'ont pas le droit d'ouvrir un compte personnel à la banque, l'avortement est punissable, l'homosexualité reste un tabou.

Aspirations et espoirs révolutionnaires, une autre époque

Mais c'est aussi une période de grandes aspirations et de luttes

internationales fortes, des luttes anti-impérialistes aux mineurs gallois en passant par Mai 68. La Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR), puis Parti Socialiste Ouvrier (PSO) naît d'une scission en 1969 avec le PdT/POP. Elle se distingue par sa volonté de construire un socialisme authentiquement révolutionnaire et radicalement démocratique. Un socialisme autogestionnaire qui s'était concrétisé dans des épisodes comme la Commune de Paris en 1871, les expériences de conseils ouvriers de la révolution russe de 1917, ou encore le Printemps de Prague en 1968. Un socialisme en lien avec l'histoire du mouvement ouvrier et des révolutions anticoloniales.

La LMR fonde sa section biennoise en 1972. L'organisation, d'une moyenne d'âge d'à peine 20 ans, va développer une activité politique intense. Elle multiplie ses modes d'action et axes d'intervention, du nucléaire

aux droits reproductifs, en passant par la défense des droits des travailleur·euses ; des manifestations aux parlements en passant par les affiches et conférences ; le tout en évitant la répression politique. Ce travail de mémoire permet un retour dans le temps et de plonger dans l'activité politique d'une organisation biennoise aux aspirations révolutionnaires internationalistes.

On trouve sur ce site des interviews d'une dizaine de membres de la LMR-PSO de l'époque, des textes et des documents divers témoignant de ce qu'ont été les interventions de cette section, à Bienne et dans l'arc horloger. Le tout regroupé en deux sections, l'une thématique autour des axes d'interventions politique, l'autre chronologique qui permet de suivre les activités de la LMR de 1972 à 1989.

Guillaume Matthey

→ lmr-rml-biel-bienne.ch

« ENRICHIR LES LUTTES ACTUELLES »

Jean-Michel, peux-tu dire un mot de la LMR-PSO de l'époque, de l'esprit du temps et de vos aspirations par rapport à la situation d'aujourd'hui ?

La section biennoise de la LMR avait été fondée à l'été 1972 : nous étions porté·es alors par l'espérance d'un changement radical de société, par le souffle de Mai 68 qui avait également touché la Suisse ! Une période très différente de celle d'aujourd'hui, où cette espérance était partagée par des millions et des millions de personnes sur tous les continents, bien sûr dans des contextes très différents.

Nous étions conscient·es de la nécessité impérieuse de changer ce monde, faute de quoi il sombrerait dans les guerres et les dévastations les plus effrayantes : socialisme ou barbarie ! C'était là le socle de notre engagement politique.

Notre tâche prioritaire était de contribuer à organiser celles et ceux d'en bas dans une perspective d'émancipation, avec pour horizon une société socialiste autogestionnaire.

Début 1972, à la fondation de la section de LMR-PSO à Bienne, nos espoirs se nourrissaient notamment des expériences de l'Unité populaire au Chili (1970-73), de la résistance du peuple vietnamien à l'impérialisme américain, des mouvements antifranquistes en Espagne, mais aussi des grèves ouvrières, comme celles de Lip à Besançon (1973) ou des pianos Burger et Jacobi à Bienne (juin 1974) ou encore des mouvements de libération des femmes.

Pourquoi avez-vous entrepris ce travail d'archive, quelle importance cela a pour vous et pour aujourd'hui ?

Ce site d'archives est le résultat d'un travail collectif d'anciennes et anciens membres de la section de Bienne de LMR-PSO. Il nous a apparu utile de constituer une « mémoire-histoire » de ce que nous avons entrepris en 1972 à Bienne, une ville ouvrière.

La génération d'aujourd'hui est confrontée à des défis immenses dans lesquels se jouent la survie de notre humanité et de la planète. Nous n'avons aucune leçon à donner, mais une expérience très modeste à transmettre. Nous n'avons pas voulu faire un travail de critique, voire de jugement, sur le bien-fondé ou la pertinence de nos analyses et de nos pratiques de l'époque. Nous espérons simplement que ce travail de « mémoire-histoire » puisse enrichir les débats et les luttes actuelles.

GM



HOURIS, UN PRIX GONCOURT QUI FAIT DÉBAT

Le 4 décembre, le prix Goncourt de littérature fut décerné au roman *Houris* de Kamel Daoud, catapultant ce livre au milieu d'un débat politique et idéologique.

Le roman de Kamel Daoud raconte la guerre civile d'Algérie, aussi appelé la Décennie Noire, qui marqua les esprits des Algérien·nes par ses atrocités et ses silences et que les dates officielles situent entre 1992 et 2002. Le conflit opposait alors le gouvernement algérien et des groupes islamistes extrémistes après l'annulation d'élections qui auraient mené le Front islamique du salut au pouvoir. Après un nombre ravageur de victimes, un décompte très vague recensant entre 60 000 et 150 000 mort·es, le gouvernement s'imposa vers 1999 avec l'élection de Abdelaziz Bouteflika et le projet de loi de la « concorde civile ». Mais des violences sporadiques contre les forces de l'État continuèrent jusqu'en 2002.

Cicatrices

Le roman *Houris* dépeint le portrait d'Aube, une jeune Algérienne de 26 ans qui a survécu, par miracle, à la Décennie Noire. Après avoir été égorgée dans son sommeil, elle fut sauvée par Khadija, qui l'emmena à l'hôpital et devint sa nouvelle mère. La petite fille de 5 ans perdit toute sa famille cette nuit-là. Cet événement marquera toute sa vie : l'enfant dut grandir privée de sa voix et marquée d'une énorme cicatrice sur son cou. Elle porte ainsi à la gorge l'un des seuls vestiges de la guerre civile, les chiffres s'étant peu à peu brouillés, les mort·es oubliés. Elle figure à elle seule l'atro-

city de cette guerre, son silence imposé symbolisant la politique du non-dit qui règne dans le pays.

La narratrice nous plonge dans un monologue intérieur, faute de pouvoir parler. Le « tu » destinataire ne s'adresse cependant pas directement aux lecteur·ices, mais à son fœtus, une petite fille de huit semaines, qu'elle souhaite avorter. Elle lui raconte son histoire, celle de son pays et, surtout, celle des femmes vivant en Algérie, une vie qu'elle veut lui éviter.

Barbarie et civilisation

Un débat sur cette œuvre a très vite pris, dès sa parution sur la liste Goncourt. Et pour cause : l'auteur, Kamel Daoud, Algérien exilé en France, dresse le portrait d'islamistes extrémistes de manière stéréotypée, des « barbus de Dieu », et d'un régime politique autoritaire très violent, surtout pour les femmes à qui toute liberté est refusée. Cette critique repose sur la crainte de voir le livre et sa médiatisation nourrir une interprétation xénophobe envers les pays francophones sud-méditerranéens. Dans le climat politique actuel de la montée effrayante de l'extrême droite en France, une lecture partielle de ce livre pourrait bel et bien forger une arme du discours idéologique post-colonialiste animalisant l'Algérie et sa culture. Un discours qui sacralise la démocratie européenne, qui promettrait, entre autres, « l'émancipation et la



Les familles des disparu·es de la Décennie noire restent très actives. Manifestation durant le *Hirak*, Alger, 4 mars 2019.

liberté des femmes », et qui jubile d'avoir vu le pays magrébin s'enfoncer dans la guerre civile après le retrait de la France de sa colonie. Autrement dit, du pain béni pour le Rassemblement National, avec lequel l'auteur a des contacts étroits, amplifiant ainsi les critiques des partis opposés à la glorification de cette œuvre.

Une autre critique négative porte sur la romantisation du discours qu'Aube entretient avec son fœtus et le ridicule des petits surnoms qu'elle lui prête au long de l'histoire. Des voix féministes dénoncent l'enjolivement de la situation à laquelle une femme devant avorter doit faire face, d'autant plus que ces propos sont d'une plume masculine.

La littérature comme lieu de réflexion

L'analyse littéraire d'un roman repose cependant également sur des critères artistiques. *Houris* propose une structure diégétique et temporelle très bien construite, ce qui lui a sûrement octroyé des points aux yeux des critiques du choix Goncourt. La narratrice nous invite à visiter son pays auquel elle reste très attachée, malgré son histoire et ses dénonciations. Par la force des images et des descriptions sensorielles d'Aube, nous sentons la tension dont la narratrice souffre, déchirée entre l'amour de la culture des siennes et le rejet des dogmes sexistes et obscurantistes qui défi-

nissent son quotidien. De plus, le roman joue de métaphores très cohérentes, comme celle du miroir brisé de la mémoire, qui ressurgit à maintes reprises au long des chapitres. L'auteur brouille son récit entre des souvenirs d'enfance flous de la narratrice et les faits réels de la guerre civile, en thématissant très bien l'image de la mémoire. Ce jeu entre fiction et réalité est propre à la littérature, qui interroge toujours l'objectivité d'une l'histoire. La fiction forme une zone grise où les relations s'interrogent, où les interprétations peuvent être remises en question.

Peut-on dissocier un auteur de son œuvre, puis de sa réception médiatique ? C'est une discussion complexe qui a récemment suscité les intérêts de sociologues comme Gisèle Sapiro. En considérant le potentiel de propagande et d'instrumentalisation politique de la littérature, nous pourrions conclure que de tels livres devraient être condamnés ou boycottés. Cependant, une analyse proprement littéraire reste nécessaire !

Zélie Stauffer



Kamel Daoud, *Houris*, Gallimard, collection Blanche, 2024

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal



Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

442

29.11
2024



Occupation du gymnase des Alpes, Bienne, 1973. Document issu du tout nouveau site lmr-rml-biel-bienne.ch (voir page 14)

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

Sommaire

- 3 National**
Le négoce du désastre
- 4 Monde du travail**
Course contre la montre
- 5 Vaud**
Le social parapublic vaudois en lutte
- 6 Genève**
Pour ceux qui ont quitté la terre, mais pas les esprits
- 7 Queer**
Lutter contre la transphobie: quels constats, quels moyens ?
- 8-9 Écologie**
Overshoot ou overdose ?
- 10-11 International**
La production politique de la vulnérabilité
- 12-13 Médias**
Faire vivre la mémoire de Rouge
- 14 Histoire**
Une mémoire-histoire de la LMR-PSO Bienne 1972-1989
- 15 À lire**
Houris, un prix Goncourt qui fait débat

Neuchâtel
Au Locle et à Neuchâtel: ça la fiche mal...

Une exposition contre la propagande de guerre